

Appel à l'occasion des élections européennes

Les élections pour le Parlement Européen du 25 mai 2014 sont l'occasion pour tous les citoyens d'élever leur voix pour se faire entendre au niveau de la politique européenne qui influence de plus en plus les politiques, aussi bien économiques et financières que sociales des pays membres. Caritas Luxembourg saisit l'occasion pour présenter quelques points cruciaux, parlant pour ceux qui n'ont pas de voix et ne sont pas entendus. Comme nous sommes en Europe aussi bien que dans le monde, une seule famille humaine, il importe de prendre les bonnes décisions à tous les niveaux pour que la planète, l'Europe et le Luxembourg deviennent l'endroit où toute cette famille humaine trouve sa place, aujourd'hui et dans l'avenir.

L'Europe ne peut pas seulement être une Union économique, elle doit devenir une Union sociale

La crise a eu et a un impact énorme sur les niveaux de l'emploi, de la protection sociale, de la pauvreté et de l'inégalité en Europe. Les politiques développées pour redresser les suites de la crise ne prennent pas en compte les conséquences sociales. Le Parlement Européen devra utiliser tous ses moyens pour fortifier la dimension sociale de l'Union Economique et Monétaire, pour assurer sa stabilité, l'avenir du projet Européen et la position des personnes en situation de pauvreté en premier lieu.

En des temps difficiles il faut assurer une protection adéquate des réfugiés

Il faut continuer à développer le Système Européen Commun pour l'Asile dans le cadre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, en garantissant des systèmes nationaux effectifs et justes. Une planification pour accepter un nombre significatif de réfugiés doit avoir lieu aux niveaux nationaux, combinée à une coordination effective au niveau européen afin d'être préparés, et ceci de façon responsable et solidaire. Une prise en charge plus solidaire des requérants est de mise, sinon il faut prévoir de développer de l'assistance financière extraordinaire pour les pays dont le système d'asile est sous pression. Il importe de réviser les mesures aux frontières et les politiques afférentes afin de garantir un accès au territoire et à la protection pour ceux qui cherchent asile et qui ont droit à un examen sérieux de leur cas. Il faut renforcer les moyens, aussi dans les pays de départ, pour soutenir ceux qui sont en danger et leur donner la chance d'accéder à la protection que l'Europe a vocation de leur promettre.

Migration et libre circulation doivent être protégées comme droits

La libre circulation des personnes constitue un droit à défendre pour les citoyens de l'UE ; il faut aussi que ce droit puisse être invoqué par des ressortissants de pays tiers : ouverture de canaux d'immigration légaux et droits sociaux en cas de nécessité. L'octroi du droit de vote aux étrangers doit aussi être considéré dans ce contexte.

L'Europe a une responsabilité globale en matière de climat

Les efforts de l'Europe (et généralement des pays du Nord, eu égard aussi au droit à l'énergie d'autres parties du monde) pour sauvegarder la planète en termes de climat doivent être intensifiés pour atteindre cet objectif. La cible de réduction de CO₂ et autres gaz à effets de serre doit être corrigée massivement vers le haut et bien au-delà des 40% actuellement proposés : elle doit atteindre domestiquement au minimum 55% jusqu'en 2030. La cible d'utilisation des énergies alternatives devra aussi être augmentée (à au moins 40% de l'énergie totale consommée) et le recours aux agrocarburants, à l'énergie nucléaire et à d'autres sources nocives (gaz de schiste etc.) pour l'environnement et l'être humain sont à exclure. De même la cible d'économiser de l'énergie devra elle aussi être plus ambitieuse : nous devrions gagner 40% en efficacité énergétique. Enfin un 4^e objectif climatique est à inclure, à savoir celui d'un soutien progressif et conséquent aux pays en développement qui sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique.

L'Europe doit aussi s'engager pour le processus de développement au-delà de 2015

Ce processus sera universel et inclura donc l'Europe qui devrait être la première à combattre la faim dans le monde. Eradiquer la faim et assurer de la nourriture pour tous doit être l'objectif: la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition peuvent être éradiqués de manière durable pour 2025. Ceci est un impératif moral et politique. L'Europe doit aussi garantir par une vraie cohérence des politiques qu'elle ne donne pas avec la main droite ce qu'elle reprend avec la main gauche : souvent politiques de développement et politiques économiques, financières, commerciales et autres ne poursuivent pas les mêmes objectifs respectivement se contredisent.

L'Europe ne doit pas sacrifier ses standards sociaux et environnementaux au nom du libre-échange

Les négociations en cours pour un Traité sur le Commerce, les Investissements et un Partenariat entre l'Union Européenne et les Etats-Unis ont pour but de faciliter le libre-échange entre ces deux espaces économiques. Le Parlement Européen doit utiliser tous ses moyens pour éviter que les hauts standards sociaux et environnementaux de l'Europe ne soient mis en danger pour cet objectif. Aussi un tel accord de libre-échange entre deux grandes forces économiques risque de mettre davantage de pression économique sur les pays en développement, surtout ceux qui appartiennent au groupe des pays les moins avancés, avec des répercussions graves sur leur souveraineté alimentaire, les droits des hommes, l'accès aux ressources vitales pour les plus démunis et le droit souverain des peuples de décider de leur modèle économique et sociétal.

Caritas Luxembourg demande aux candidats aux élections pour le Parlement Européen de souscrire à ces propositions et réflexions et, dans le cas où ils seront élus, de s'engager en leur sens au sein de leurs fractions parlementaires respectives ainsi que dans les différentes commissions parlementaires dont ils seront membres.

Fait à Luxembourg, le 22 avril 2014